

# Fiche province – Juin 2025

## Ontario

### En bref

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada. La province entretient des liens économiques forts avec les États-Unis, qui sont de loin son premier partenaire commercial (82 % des exportations et 68 % des importations). Le déficit commercial de l'Ontario avec les États-Unis était estimé à 4 Md CAD en 2024. L'économie ontarienne a ralenti en 2023, sous le poids de la politique monétaire restrictive de la Banque du Canada, enregistrant une croissance de 1,2 % en 2023. La croissance du PIB réel à atteint 1,2 % en 2024 et devrait être de 1,2 % en 2025. Sur le plan commercial, l'Ontario reste un partenaire commercial important de la France : elle capte 35 % des exportations françaises à destination du Canada tandis que 23 % des importations françaises depuis le Canada en proviennent.

### Chiffres clés

- **Superficie** : 9 984 670 km<sup>2</sup>
- **Population** (au T1 2025) : 41,5 M hab
- **Densité de population** : 4,16 hab. /km<sup>2</sup>
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2024) : 2 444 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) : 58 892 CAD
- **Taux de chômage** (Mars 2025) : 6,6%
- **Solde budgétaire** (2024-2025) : - 61,9 Md CAD (-2,1% du PIB)
- **Dette nette** (2024-2025) : 1 281,5 Md CAD (41,9 % du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2024) : 779 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2024) : 786 Md CAD
- **Balance commerciale pour les biens** (2024) : + 7,15 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2024 (biens)** : États-Unis (69 %) ; Chine (6 %) ; Mexique (2 %) ; Union européenne (7 %), Royaume-Uni (3 %)
- **Échanges de biens France – Canada** (2024) : 10,7 Md CAD

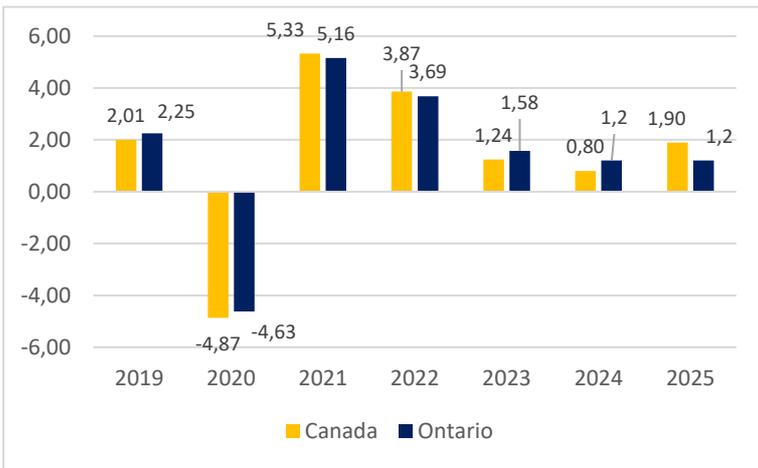


- **Superficie** : 651 900 km<sup>2</sup>
- **Population** (T1 2025) : 16 182 641 habitants
- **Densité de population** : 18,13 hab. /km<sup>2</sup>
- **PIB réel** (dollars enchaînés 2017, 2024) : 876 Md CAD
- **PIB/hab.** (2024) : 54 170 CAD
- **Taux de chômage** (décembre 2024) : 7,5%
- **Solde budgétaire provincial** (2024-2025) : déficit de 7,8 Md CAD (0,5% du PIB)
- **Dette nette** (2024-2025) : 328 Md CAD (36,3% du PIB)
- **Exportations internationales de biens** (2024) : 252 Md CAD
- **Importations internationales de biens** (2024) : 454 Md CAD
- **Balance commerciale** (2024) : -211,6 Md CAD
- **Principaux pays partenaires commerciaux en 2024 (biens)** : États-Unis (61 %) ; Chine (7 %) ; Mexique (6%)
- **Échanges France – Ontario** (2024) : 4,453 Mds CAD

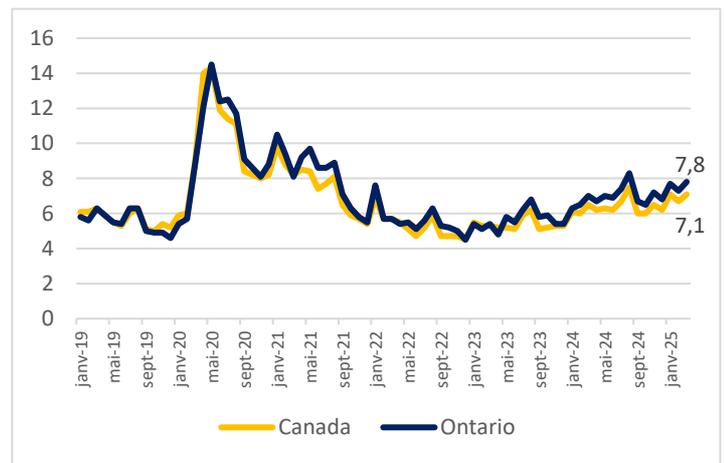


## Principaux indicateurs économiques

### Produit intérieur brut

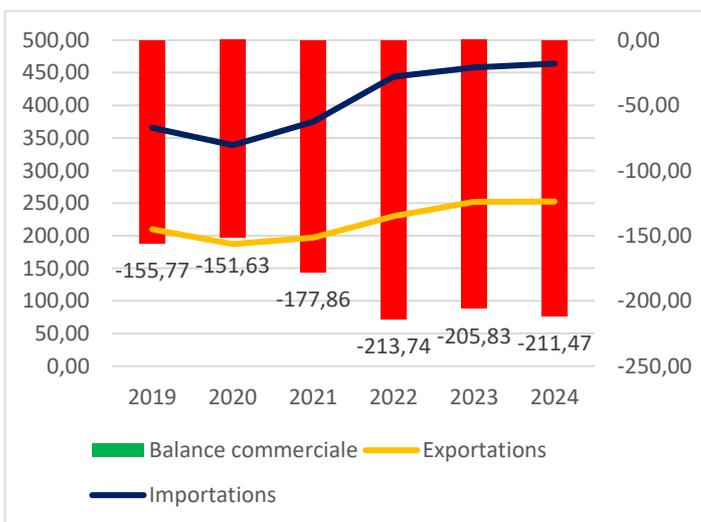


### Taux de chômage

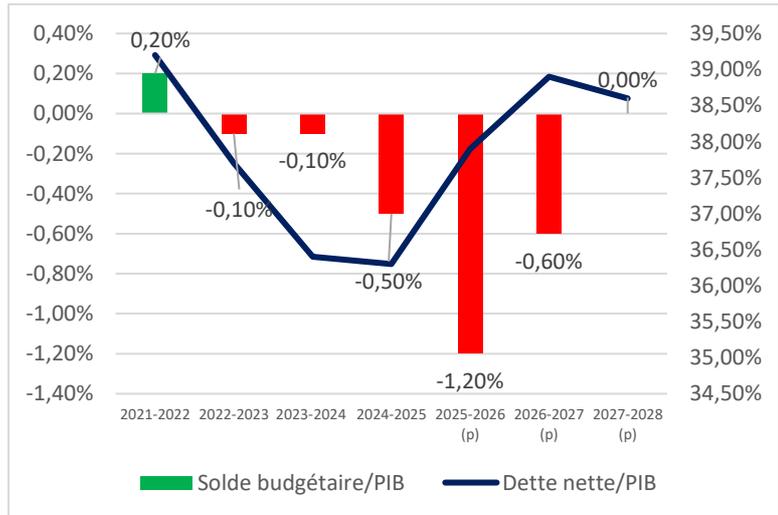


Source : Statistique Canada

### Commerce international de biens



### Dettes et solde budgétaire



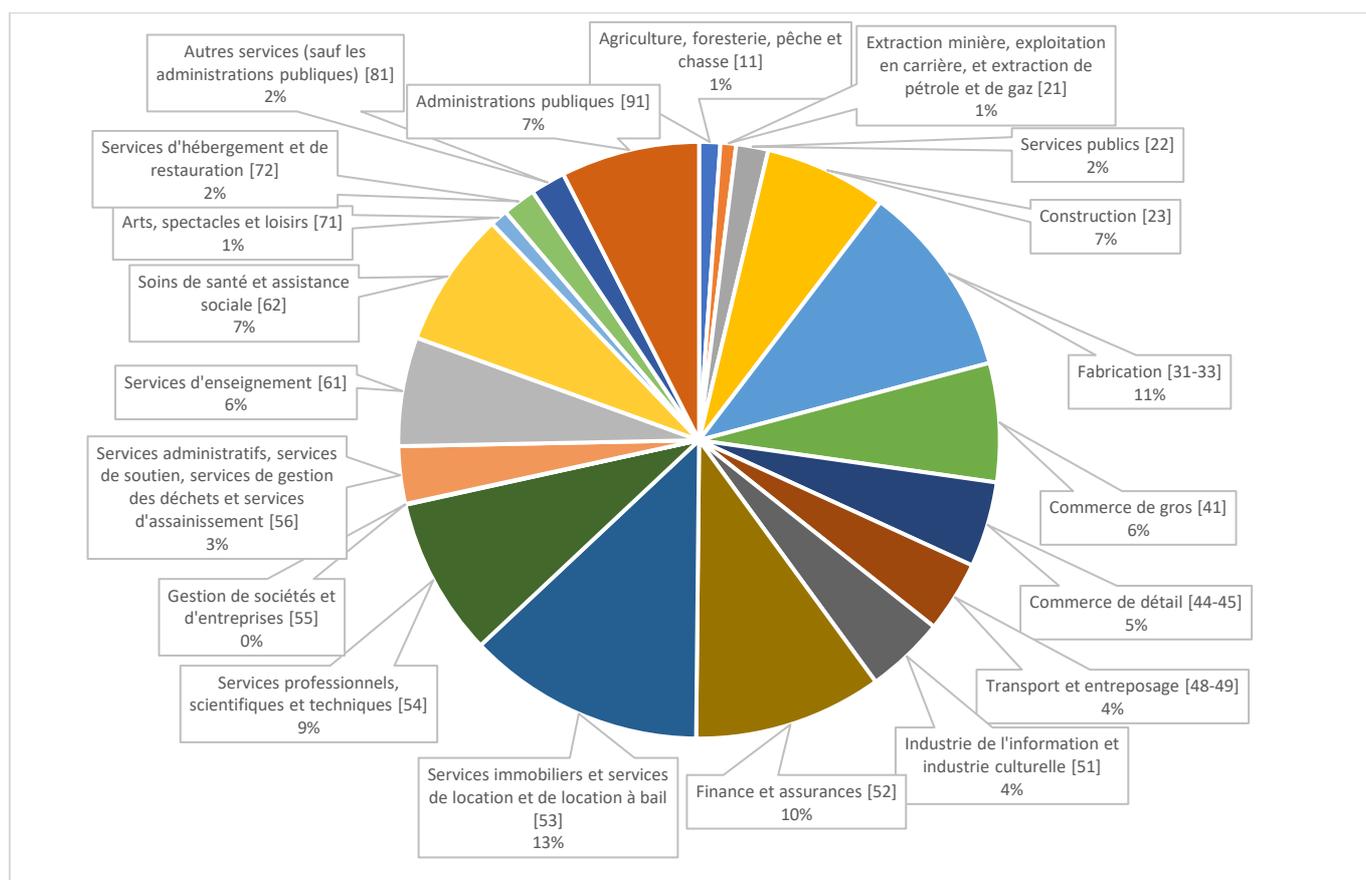
Source : Statistique Canada

Source : RBC fiscal tables

## L'Ontario, moteur économique et financier du Canada

D'un point de vue démographique, l'Ontario est la province la plus peuplée du Canada (16,18 millions d'habitants au premier trimestre 2025), représentant environ 38,8 % de la population canadienne totale (estimée à 41,69 millions au 1er janvier 2025). La région métropolitaine du Grand Toronto a franchi le cap des 7 millions d'habitants au 1<sup>er</sup> juillet 2023. Il est estimé que la population de la région du Grand Toronto atteindra 8 millions d'habitants d'ici 2030. Plus qu'un Canadien sur quatre vit à Toronto ou à moins de deux heures de route de la métropole.

L'Ontario est le moteur économique et financier du Canada avec un PIB nominal de 1 196 Md CAD (environ 810 Md€) en 2023, soit environ 40 % du PIB national. Le PIB par habitant en Ontario était d'environ 75 700 CAD en 2023. Les services dominent l'économie ontarienne ; en 2023, ils représentaient près de 78 % du PIB provincial. La province conserve toutefois une forte empreinte industrielle, symbolisée par la filière automobile.



Toronto se place au 13<sup>ème</sup> rang des places financières dans le monde selon le dernier Global Financial Centres Index (GFCI 37), publié en mars 2025, continuant ainsi sa progression dans ce classement international. Elle abrite la Bourse de Toronto (TSX), dont la capitalisation boursière se classe régulièrement parmi les 10 premières au monde et demeure la 1<sup>ère</sup> pour le financement du secteur minier. Les services financiers représentaient environ 12,7 % du PIB de l'Ontario en 2023. Toronto abrite notamment les sièges de cinq des six plus grandes banques du Canada, connues sous le nom des « Big Five » (TD Bank, ScotiaBank, RBC, CIBC, BMO). La seule banque dont le siège est situé à Montréal étant la Banque Nationale.

LE CHIFFRE À  
RETENIR

1,2%

Croissance du PIB réel en  
2024

## Perspectives économiques

L'économie ontarienne n'a pas échappé au ralentissement macroéconomique en 2023 et a connu une croissance modérée en 2024

En 2023, le PIB réel de l'Ontario a connu une hausse de 0,7 %, Ces fluctuations s'expliquent en partie par le resserrement monétaire ; la Banque du Canada avait maintenu son taux directeur à 5,0 % de juillet 2023 jusqu'à la fin de 2024, avant d'amorcer un assouplissement au début de 2025. La consommation des ménages et les investissements des entreprises ont été particulièrement touchés. Pour 2024, la croissance du PIB réel s'est finalement établie à 1,2 %. Pour 2025, une accélération est anticipée, avec une croissance prévue se situant autour de 1,2 % selon statistique canada.

La croissance de l'emploi a été robuste en 2023, mais a ralenti en 2024. Le taux de chômage en Ontario avait atteint un niveau historiquement élevé durant la pandémie (pic en mai 2020 à 13,6 %). Ce taux a commencé à reculer au printemps 2021 (7,5 % en mars 2021), lors de la réouverture de l'économie, pour atteindre un plancher historique à 4,9 % en juin 2022. Sur l'année 2023, le taux de chômage s'est établi en moyenne à 5,7 % ; il a connu une légère hausse comparé à l'année 2022 (5,6 %) mais est resté inférieur au taux de chômage moyen enregistré entre 2000 et 2023 (environ 7,0 %). La croissance de l'emploi en 2023 a été de 2,2 %, affichant environ 175 000 nouveaux emplois en chiffres nets ; il s'agissait d'une croissance notable, bien supérieure à la croissance moyenne de l'emploi sur les vingt dernières années (environ 1,3 %). Pour l'année 2024, le taux de chômage moyen a augmenté pour atteindre 6,4 %, et la croissance de l'emploi a ralenti à 0,9 %. Pour 2025, le gouvernement de l'Ontario anticipe un taux de chômage se maintenant autour de 6,3 % et une croissance de l'emploi d'environ 1,3 % ; ces chiffres pourraient toutefois être fortement affectés par le différend commercial en cours avec les Etats-Unis

Un déficit commercial en légère réduction sur l'année 2023 suivi d'une nouvelle augmentation en 2024.

**En 2023 et 2024, l'Ontario demeurait la province dont la contribution au commerce international canadien était la plus forte.** En 2023, cette province représentait environ 41,5 % du commerce total de marchandises du Canada, une part qui s'est maintenue autour de 41,8 % en 2024. L'Ontario constitue également un acteur majeur du commerce interprovincial, avec environ 145 Md CAD (environ 100 Md €) d'exportations de biens et services vers les autres territoires et provinces canadiennes en 2023, représentant environ 37 % du total canadien. En 2024, ces exportations interprovinciales ont atteint environ 148 Md CAD (environ 100,7 Md €).

**Les exportations internationales de l'Ontario ont progressé de 11 % en 2023, atteignant 251,6 Md CAD.** En 2024, elles ont continué de croître de 3,0 %, pour atteindre 259,1 Md CAD. L'Ontario exporte essentiellement aux États-Unis (82 % des exportations en 2023 et 81,5 % en 2024), suivis de loin par le Royaume-Uni (autour de 3,5 % à 3,7 % sur les deux années) et la Chine (autour de 1,5 % à 1,6 %). Le Mexique et Hong Kong figurent aussi parmi les destinations importantes. Les exportations concernent avant tout les véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles (environ 31 % en 2023, soit une augmentation de près de 17 Md CAD par rapport à 2022, et 30 % en 2024), les produits en métal et produits minéraux non métalliques (environ 19 % à 19,5 %) ainsi que les biens de consommation (environ 16 % à 16,2 %).

**Les importations internationales de l'Ontario ont augmenté de 3,2 % en 2023 pour atteindre 472,7 Md CAD. En 2024, elles ont progressé de 2,5 % pour s'établir à 484,5 Md CAD.** L'Ontario importe principalement ses biens des États-Unis (53 % des importations en 2023 et 52,5 % en 2024), de la Chine (environ 11 % à 11,5 %), et du Mexique (environ 8 % à 8,2 %). Le Japon figure également parmi les sources notables. Les importations sont principalement composées de véhicules automobiles et pièces pour véhicules automobiles (environ 25 % à 25,5 %), de biens de consommation (environ 20,5 % à 21 %), de matériel et pièces électroniques et électriques (environ 13 %) ainsi que de machines, matériel et pièces industriels (environ 10 %).

**L'Ontario est la province canadienne qui commerce le plus avec les États-Unis :** en 2023 et 2024, environ 37 % des exportations canadiennes vers les États-Unis provenaient de cette province et environ 65 % des importations canadiennes en provenance des EU étaient à destination de l'Ontario. Le solde de la balance des biens de l'Ontario est resté déficitaire. En 2023, le déficit commercial de l'Ontario s'est établi à -221,1 Md CAD, soit une réduction d'environ 4,4 % par rapport à 2022, grâce à une croissance plus soutenue des exportations (+11 %) que des importations (+3,2 %). Cependant, en 2024, le déficit commercial s'est de nouveau creusé pour atteindre -225,4 Md CAD.

## Finances publiques

**Un budget 2025-2026 axé sur la réponse aux pressions économiques tout en ciblant le logement, les infrastructures et la santé.**

**La situation des ressources budgétaires en 2025-2026 reflète un environnement économique toujours complexe et des choix politiques maintenus.** Le budget 2025-2026, d'un montant de 225,3 Md CAD, affiche un déficit

projeté de 7,8 Md CAD. Ce déficit, bien qu'en légère amélioration par rapport à celui de 9,8 Md CAD de l'exercice précédent (2024-2025), demeure significatif et est influencé par une croissance économique modérée et les effets persistants de l'inflation sur les dépenses, ainsi que par des décisions politiques continues. Le gouvernement de l'Ontario a, par exemple, confirmé la prolongation de la réduction de la taxe provinciale sur l'essence, affectant les rentrées fiscales d'environ 1,2 Md CAD par an, le maintien de la suppression des frais de vignette sur les plaques d'immatriculation (un manque à gagner d'environ 1 Md CAD par an), et la poursuite du rabais sur les factures d'électricité (dont l'engagement total sur plusieurs années s'élève maintenant à près de 8,5 Md CAD). La fin des péages provinciaux, annoncée précédemment, continue également d'avoir un impact sur les revenus.

**Une croissance des dépenses maîtrisée mais centrée vers les priorités politiques du gouvernement provincial.**

Pour 2025-2026, la croissance des dépenses de programme est estimée à 3,2 %. La crise du logement reste une préoccupation centrale : de nouvelles allocations de 2,1 Md CAD sont prévues pour des fonds visant à accélérer la construction d'infrastructures municipales essentielles au développement de nouveaux logements. L'investissement pluriannuel de 3,3 Md CAD pour étendre la connexion Internet à haute vitesse à travers la province se poursuit. La santé demeure également un secteur clé : le plan décennal d'investissement de 50 Md CAD dans les infrastructures de santé continue, avec près de 4,5 Md CAD spécifiquement alloués pour l'exercice 2025-2026, incluant des subventions d'immobilisations importantes. Le budget du système hospitalier devrait croître de 3,9 % en 2025-2026. Le plan triennal de 2 Md CAD pour améliorer l'accès aux soins à domicile et la rémunération du personnel soignant entre dans sa phase suivante. La santé mentale bénéficie également d'une attention continue, avec un budget actualisé de 125 M CAD alloué notamment au soutien des enfants autistes pour l'année.

**Certains secteurs font face à des défis persistants, malgré les investissements.**

Le budget dédié à l'éducation pour 2025-2026 augmentera de 2,8 %, pour répondre à l'inflation et à la croissance des effectifs. Concernant l'enseignement supérieur, le budget enregistre une légère hausse de 60 M CAD, même si la situation financière des principales universités de la province apparaît très fragile. Face aux préoccupations accrues concernant les feux de forêt après des saisons intenses, le budget alloué à la prévention et à la lutte contre les feux de forêt pour 2025-2026 a été porté à 195 M CAD.

**Le retour à l'équilibre budgétaire est désormais anticipé pour 2027-2028.**

La combinaison d'une croissance modérée des revenus et une dynamique continue des dépenses pèse sur la situation financière. Avec ce nouveau budget, le niveau d'endettement net de l'Ontario est projeté à 468 Md CAD à la fin de l'exercice 2025-2026 (soit une augmentation de près de 129 Md CAD depuis l'arrivée au pouvoir du Premier ministre conservateur, Doug Ford, en 2018). Selon les projections actualisées du gouvernement de l'Ontario, le ratio de la dette nette sur PIB devrait s'établir à 39,3 % au cours de l'exercice 2025-2026, et légèrement diminuer à 39,1 % en 2026-2027, restant ainsi inférieur à l'objectif auto-imposé de 40 % du PIB. Les marges de manœuvre apparaissent donc limitées face à d'éventuels chocs économiques ou à des déficits plus importants que prévu.

## Aspects sectoriels

### ➤ Automobile

**L'Ontario est la 2<sup>ème</sup> région productrice de véhicules en Amérique du nord derrière le Michigan, concentrant la quasi-intégralité des chaînes d'assemblage du Canada**, avec un niveau estimé à près de 1,3 M d'automobiles produits en 2024 (-13% sur un an, légèrement supérieur au niveau de 2022). Ce niveau de production reste toutefois largement inférieur à la production moyenne des années 2010 lorsqu'elle atteignait en moyenne 2,2 M par an. L'industrie de la fabrication de véhicules automobiles, de carrosseries, de remorques et de pièces (VACRP) de l'Ontario comptait près de 144 400 personnes en 2023 (87,7% des emplois de cette industrie au Canada). **La filière ontarienne, qui représente près de 15% de l'industrie de la province**, compte 5 fabricants d'équipements d'origine (Ford, General Motors, Stellantis, Honda et Toyota) pour une douzaine d'usines d'assemblage, avec une chaîne d'approvisionnement de plus de 700 fournisseurs de pièces et de 500 fabricants d'outils, de matrices et de moulages. **Les exportations de véhicules et pièces automobiles ont atteint près de 68 Md CAD en 2024 (à destination des États-Unis à 95%), en baisse de 11% sur un an** (env. 80 % des véhicules et des pièces construits en Ontario sont exportés). La filière automobile ontarienne connaît depuis 2020 une baisse du nombre de véhicules produits (cf. supra) et exportés, ne retrouvant qu'une seule fois son niveau de 2019 en 2023. En effet, la demande pour les véhicules s'est effondrée avec la pandémie de covid-19 tandis que les restrictions de mobilité ont entraîné des difficultés logistiques et de liquidités ainsi que des contraintes opérationnelles et sanitaires, qui ont persisté jusqu'à mi-2023.

**Depuis 2020, selon Invest Ontario, la Province a attiré plus de 46 Mds CAD de nouveaux investissements de la part des constructeurs automobiles ainsi que des principaux fournisseurs de pièces pour véhicules électriques et des fabricants de composants.** Deux projets d'usine de fabrication de batteries pour véhicule électrique ont notamment été attirés en Ontario, en lien avec l'annonce du fédéral dans son budget 2023-2024 d'une enveloppe globale de 83 Mds CAD en subvention et crédit d'impôt pour l'investissement dans les technologies propres : un projet du constructeur allemand Volkswagen, qui a reçu 13,2 Md CAD de subventions de la part du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, ainsi que le projet d'usine du constructeur américano-italo-français Stellantis et du sud-coréen LG qui a obtenu 15 Md CAD en subvention et crédit d'impôt. Plus récemment, début 2025, c'est Linamar Corporation, l'un des principaux fabricants de pièces automobiles de l'Ontario, qui a annoncé un nouvel investissement d'1 Md CAD en vue d'étendre ses activités existantes dans la province, qui permettrait de créer 2 300 emplois.

**Toutefois, le secteur automobile ontarien est d'ores et déjà affecté par les mesures commerciales annoncées par l'administration américaine.** Dès l'officialisation de droits de douane spécifiques à l'automobile début avril 2025, plusieurs usines ont annoncé une suspension temporaire de leurs activités, ou le report de leur investissement (Honda a annoncé début mai 2025 repousser de 2 ans son projet d'investissement de 15 Mds CAD en Ontario sur la production de véhicules électriques).

**La main-d’œuvre qualifiée demeure toutefois un des atouts de l’industrie automobile ontarienne :** 24 collèges et 11 universités de l’Ontario offrent des projets de recherche et des programmes de formation dans le domaine de l’automobile. De surcroît, plus de 200 entreprises, dont GM, Ford, Google, Uber, Apple et BlackBerry QNX, travaillent au développement de technologies destinées aux véhicules connectés et autonomes en Ontario.

### ➤ **Energies**

**Le mix électrique de l’Ontario est dominé par l’énergie nucléaire (53,27%, produite dans trois centrales), suivie par les énergies renouvelables (25,13% hydraulique, 8,21% éolien, 0,49% solaire), résultant en un mix électrique décarboné à 87,35% (12,65% de gaz naturel).** Toutefois, avec leur vieillissement, la production des centrales nucléaires ontariennes a baissé ces dernières années. Le prochain démantèlement de quatre réacteurs de la centrale de Pickering aggravera encore le besoin en énergie nucléaire. Un rapport de décembre 2022 du gestionnaire du réseau, *Independent Electricity System Operator (IESO)*, « *Pathways to Decarbonization* », réalisé à la demande du ministre ontarien de l’Énergie de l’époque, Todd Smith, concluait à la nécessité de doubler la capacité de production du réseau d’ici 2050, pour un coût estimé de 400 Mds CAD.

**Dans la foulée de ce rapport, le gouvernement ontarien a annoncé évaluer l’ajout de 18 GW de nouvelles capacités nucléaires d’ici 2050, relançant ainsi la forte puissance (en plus des SMR), dont 4,8 GW déjà actés à la centrale de Bruce Power et 10 GW pour la construction d’une nouvelle centrale gérée par OPG à Wesleyville.** Au vu du contexte très dynamique dans le secteur, EDF a répondu à la *Request For Information (RFI)* de Bruce Power (BP), exploitant de la centrale de Bruce, qui a pour but d’évaluer les options et les différentes technologies pour ces 4,8 GW supplémentaires, en présentant ses technologies EPR et NUWARD. Pour la forte puissance, l’EPR est considéré comme une alternative crédible à l’AP1000 et EDF a ainsi décidé d’intensifier ses relations avec les parties prenantes canadiennes, avec OPG, Bruce Power mais aussi avec Atkins-Réalis. De son côté, Atkins-Réalis (ex-SNC-Lavalin) a annoncé le développement d’un nouveau modèle de CANDU, le Monark, qui ne sera toutefois pas prêt à temps pour les premiers projets de réacteurs (décision mi-2026 pour les 4,8 GW additionnels à la centrale de Bruce et dans les 2 ans pour la future centrale de 10 GW à Wesleyville). Par ailleurs, Ontario Power Generation (OPG), le principal producteur et distributeur d’électricité, développe le premier petit réacteur modulaire (SMR) au Canada, le BWRX-300 de GE-Hitachi, pour un début programmé – cible ambitieuse - d’opération commerciale en 2029 ; la construction de trois autres BWRX-300 a d’ores et déjà été annoncée. En parallèle, IESO a ainsi lancé plusieurs appels d’offres d’envergure en 2024 sur l’éolien, le solaire, couplé avec du stockage par batterie (objectif de 500 à 1 000 MW de stockage en service d’ici à 2031 et 2TWh de production supplémentaire). Par ailleurs, Framatome, qui emploie déjà 600 personnes au Canada, a confirmé son intérêt à examiner l’ouverture d’un site de production de gros composants en Ontario, idée que soutiendrait Atkins-Réalis, ainsi que sa disponibilité à discuter de la fourniture de zirconium, produit en France.

### ➤ **Finance**

**En 2024, les services financiers en Ontario comptaient près de 400 000 emplois (47% du secteur au Canada) et représentaient environ 10% du PIB de l’Ontario, ce qui en fait le troisième secteur contribuant le plus au PIB provincial.** La plupart des acteurs de ce secteur financier sont situés à Toronto, qui héberge notamment la Bourse de Toronto (TSX) ainsi que les cinq grandes banques du pays et les 3 principales sociétés d’assurance. La TSX est la principale place boursière mondiale pour le secteur minier et énergétique et accueille 40% des sociétés

énergétiques cotées en bourse dans le monde. Le secteur financier bénéficie d'un vivier de compétences alimenté par les 44 universités et 14 programmes de MBA, qui en 2023 évaluait le contingent annuel de diplômés en commerce à 44 000.

**L'Ontario accueille plusieurs fonds de pension** comme le Régime de pensions du Canada, le régime de retraite national géré par l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada (CPPIB), qui a son siège à Toronto et qui gère des actifs d'une valeur de 632 Md CAD (env. 425 Md €) au 31 décembre 2024. Toronto accueille également 3 fonds provinciaux : le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (OTPP) : il s'agit de la 3<sup>ème</sup> caisse de retraite au Canada, avec un actif géré de 247,5 Md CAD (env. 165 Md€) en 2024 ; le Healthcare of Ontario Pension Plan (HOOPP), destiné aux travailleurs de la santé et qui gère plus de 112,6 Md CAD (env. 75 Md €); et l'Ontario Municipal Employees Retirement System (OMERS), qui offre des prestations de retraite aux employés des municipalités de l'Ontario et gère des actifs d'une valeur de 128,6 Md CAD (env. 86 Md €).

#### ➤ T.I.C

**L'Ontario est le deuxième plus grand pôle des technologies de l'information et des communications (TIC) en Amérique du Nord, après la Californie** : le gouvernement de l'Ontario revendique plus de 420 000 employés dans les TIC en 2024 pour plus de 22 000 entreprises actives. Près de la moitié de la main-d'œuvre du secteur des TIC canadien se trouve en Ontario. Le secteur des TIC représentait en 2024 une contribution de 64,6 Md CAD au PIB de la province (7,4% du PIB), avec des investissements en R&D de 6,7 Md CAD en moyenne par an. Les exportations du secteur atteignent en moyenne 8,3 Md CAD par an. Le secteur des TIC ontarien est orienté autour de 3 pôles principaux : Toronto, Waterloo et Ottawa. Toronto est le plus grand centre d'activités au Canada pour les communications, la culture et les médias et son marché technologique enregistre une croissance rapide. La région de Waterloo-Kitchener se distingue par son pôle technologique de pointe. L'Université de Waterloo est considérée comme l'un des meilleurs établissements d'enseignement et de recherche en science informatique et en mathématiques d'Amérique du Nord. Enfin, Toronto présente un écosystème très vivant, symbolisé par l'incubateur MaRS. Plus de 65 000 étudiants en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques sont diplômés en Ontario chaque année. Des leaders mondiaux du secteur des TIC, dont Google, Uber et Microsoft, sont présents en Ontario. L'Ontario dispose d'une infrastructure en R&D de haut-niveau, notamment grâce aux centres R&D construits par des entreprises historiques (BlackBerry), des entreprises à forte croissance (Shopify) et des entreprises étrangères (IBM, Ericsson). L'Ontario a aussi été le berceau d'innovations numériques majeures comme le système d'information géographique, les thermostats intelligents et le film IMAX.

#### ➤ Sciences de la vie

Selon le gouvernement de l'Ontario, le secteur emploie plus de 72 000 personnes dans 2 000 entreprises localisées dans la province, soit 44% des entreprises du Canada opérant dans le secteur des sciences de la vie,

et a généré plus de 77 Mds CAD de revenus en 2022. La province est également la première province canadienne dont le secteur des sciences de la vie possède la plus forte concentration d’essais cliniques. Le secteur a exporté 12,5 Mds de produits dans le domaine des sciences de la vie en 2022, soit 61,7% des exportations totales du secteur canadien. L’industrie pharmaceutique est une composante importante du secteur des sciences de la vie. Elle a généré 53,6 Mds CAD de revenus en Ontario en 2022 et la province concentre 45% des entreprises pharmaceutiques. Elle emploie 32 400 personnes, soit 52,2% des emplois du secteur pharmaceutique du Canada.

A noter également que les 10 plus importantes sociétés pharmaceutiques au monde réalisent des essais cliniques en Ontario : Johnson & Johnson, Novartis, Roche, Pfizer, Sanofi, GlaxoSmithKline, Merck, Bayer Healthcare, AstraZeneca et Eli Lilly. Sans compter les hôpitaux de recherche ontarien, qui ont investi 1,82 Md CAD en R&D en 2022. Le gouvernement de l’Ontario indique qu’il a attiré plus de 5 Mds CAD d’investissements au cours des 6 dernières années de la part de bioproducteurs mondiaux et d’entreprises du secteur des sciences de la vie, dont AstraZeneca, Roche, Sanofi et Siemens Healthineers. Il a mis en place en 2022 une stratégie spécifique pour faire de l’Ontario une plaque tournante mondiale de la biofabrication et des sciences de la vie. L’objectif est de développer le secteur en visant 85 000 emplois de grande valeur d’ici 2030, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2020. La province a également pour objectif de doubler les investissements en capital de risque dans le secteur des sciences de la vie pour les porter à 725 M CAD par année et de créer 85 000 emplois de qualité d’ici 2030 dans le secteur des sciences de la vie.

#### ➤ Agriculture

L’Ontario possède plus de la moitié des terres agricoles de « haute qualité » du Canada et compte plus de 48 000 exploitations agricoles. Sur la période 2019-2023, la production agricole de la province est dominée par les produits laitiers (2,5 Mds CAD), les légumes (2,4 Mds CAD) et le soja (2,1 Mds CAD).

En matière agroalimentaire, l’Ontario est le 2<sup>ème</sup> pôle alimentaire d’Amérique du Nord en termes d’emploi avec plus de 118 000 personnes qui travaillent directement dans le secteur de la transformation des aliments. Ce secteur représente 7 Mds CAD (soit 6,4% du PIB de la province) et totalise 4 675 entreprises ; un écosystème qui fait de la province le 1<sup>er</sup> exportateur agroalimentaire du Canada. Plus largement et en totalisant les emplois indirects, plus de 750 000 personnes en Ontario sont employées dans l’ensemble de la chaîne d’approvisionnement agroalimentaire, soit un actif sur dix de la province. La province a pour objectif d’augmenter de 10% l’emploi total dans le secteur de l’agroalimentaire d’ici 2032. En matière d’export, en 2023, les exportations agroalimentaires ont atteint 26,2 Md CAD, ce qui représente une hausse de 10 % par rapport au 23,8 Md CAD enregistrés en 2022. Les principaux partenaires d’exportation de l’Ontario étaient les États-Unis (82 %), suivis par l’Asie (5 %) et l’Union européenne (4 %). Les principales exportations sont les produits céréaliers (27 %), les légumes (11 %), les autres préparations comestibles (8 %), les viandes rouges (7 %) ainsi que le sucre et les confiseries (7 %).

#### ➤ Secteur minier

**L'Ontario est l'un des principaux producteurs de minéraux du Canada au côté du Québec et de la Colombie-Britannique.** En 2023, il a produit des minéraux d'une valeur de 15,7 Mds CAD, ce qui représente 26 % de la valeur totale de la production minérale du Canada. Le secteur représente 77 000 emplois directs et indirects dans la province, avec environ 25% des emplois miniers directs au Canada en Ontario et deux-tiers des emplois miniers directs de l'Ontario se trouve dans le Nord de l'Ontario. La province ontarienne est parmi les 10 principaux producteurs mondiaux de métaux du groupe des platineux, de nickel et de cobalt, et parmi les 20 principaux producteurs d'or, de cuivre, de zinc et d'argent. Elle est le premier producteur d'or, de métaux du groupe platineux et de nickel au Canada, et le second de cuivre à l'échelle du pays.

Début 2025, les autorités provinciales ont proposé des mesures législatives à travers le projet de *Loi pour protéger l'Ontario en libérant son économie*. Elles visent à réduire les formalités administratives et harmoniser le processus d'approbation des grands projets, notamment des mines situées dans le Cercle de Feu. Cette zone, située à environ 500 kilomètres au nord-est de Thunder Bay, est la plus prometteuse pour les minéraux critiques.

**Le dynamisme du secteur minier ontarien s'illustre à travers le TSX.** Environ 1 150 sociétés minières sont cotées au TSX et à la Bourse de croissance TSX (TSX-V), dont environ 40% des sociétés minières publiques mondiales. En 2024, une demi-douzaine des trente TSX30 (30 sociétés les plus performantes de la Bourse TSX) étaient des sociétés minières. La Bourse de Toronto se classe par ailleurs au 1<sup>er</sup> rang mondial pour les nouvelles inscriptions dans le secteur minier. Le TSX estime que les sociétés minières ont attiré près de 43 Md CAD au cours des cinq dernières années au sein des bourses TSX et TSX-V, soit près de 32% des capitaux propres réunis à l'échelle mondiale.

## Relations économiques bilatérales

**L'Ontario est la deuxième province canadienne avec laquelle la France commerce le plus au Canada**

**Le commerce bilatéral de biens entre la France et l'Ontario s'est établi à 4,5 Md CAD (2,9 Md€) en 2024, en hausse de 4,9% par rapport à 2023.** Selon Statistique Canada, ils représentaient 32% des échanges France-Canada en 2022, soit la 2<sup>ème</sup> province partenaire de la France derrière le Québec (47% des échanges France-Canada).

**Les exportations françaises vers l'Ontario se sont élevées à 3,5 Md CAD (2,2 Md€) en 2024,** soit 35% des exportations françaises au Canada (deuxième position après le Québec qui représente 47,5% des exportations françaises vers le Canada). En hausse de 2,8 % par rapport à 2023, les exportations françaises étaient composées essentiellement de biens de consommation (41%), d'aéronefs et pièces de transport (20%), de machines, matériel et pièces industriels (12%) et de matériel et pièces électroniques et électriques (8%).

**Les importations françaises en provenance de l'Ontario sont évaluées à 980 M CAD (627 M€) en 2024,** soit 25% des importations françaises en provenance du Canada (deuxième position après le Québec qui représente 45% des importations françaises depuis le Canada). Elles ont connu une hausse de 13% par rapport à 2023 et étaient essentiellement composées de biens de consommation (23%), d'aéronefs et pièces de transport (22%) et de produits énergétiques (22%).

La France a une balance commerciale excédentaire vis-à-vis de l’Ontario de 2,5 Md CAD (1,6 Md€).

La France était le 11<sup>ème</sup> partenaire commercial de l’Ontario à l’exportation en 2024, en hausse de 3 places par rapport à 2023, et le 13<sup>ème</sup> partenaire commercial à l’importation, en hausse d’une place par rapport à 2023.

### Les échanges de biens France – Ontario en 2024 (source : Statistique Canada)

	M CAD	M €	Evolution 2023/2024
Importations françaises depuis l’Ontario	980	627	+13%
Exportations françaises vers l’Ontario	3 475	2 222	+2,8%
Total des échanges	4 454	2 848	+4,9%
Balance commerciale	2 495	1 595	-0,6%

### Plus du tiers des implantations françaises au Canada sont en Ontario

Sur les 1 200 implantations françaises au Canada répertoriées par l’INSEE, on dénombre 440 implantations d’entreprises françaises en Ontario, dont une centaine de sièges sociaux pour le Canada selon Statistique Canada. Les entreprises et filiales françaises sont aussi bien présentes dans l’industrie (aéronautique, équipements automobiles, sidérurgie, semi-produits, transports urbains, environnement, énergie, biotechnologies, agroalimentaire) que dans les services (services financiers, conseil, hôtellerie, services aux collectivités, systèmes informatiques).

**La présence française est particulièrement dynamique dans le secteur des transports urbains et ferroviaires**, où plusieurs entreprises françaises ont récemment signé de grands contrats avec des collectivités et donneurs d’ordre publics (notamment Alstom, Thales et Keolis). Les appels d’offres dans le secteur des transports urbains et ferroviaires ainsi que dans la modernisation d’infrastructures sont nombreux en Ontario et suivis de près par les grands groupes français. L’Ontario est également un marché important pour les experts français du secteur nucléaire (Valinox Nucléaire, Framatome), tout comme pour les grands énergéticiens français (Engie, EDF) qui participent à différents projets lancés dans le cadre de la transition énergétique de l’Ontario. Enfin le dynamisme des TICs et de l’industrie pharmaceutique en Ontario constitue une opportunité pour les entreprises françaises de ces secteurs. Celles-ci ont renforcé leur présence ces dernières années, par voie de partenariats, d’acquisitions, ou d’investissements dans de nouvelles infrastructures.

Les entreprises françaises présentes en Ontario disposent de deux communautés d’affaires institutionnalisées pour se regrouper : la **Chambre de Commerce Française en Ontario (FCCCO)**, lancée en 2018 et comptant 156 membres, et la **Communauté French Tech de Toronto**, créée au printemps 2020 et comptant une douzaine de

startups fondatrices. **6 des 37 Conseillers du Commerce Extérieur** sont également basés en Ontario, essentiellement à Toronto

## Les principaux investissements et contrats remportés par les entreprises françaises en Ontario

**Alstom** a annoncé en avril 2022 que ONxpress Transportation Partners, un consortium composé d'Alstom, d'Aecon Group Inc, de Deutsche Bahn International Operations GmbH et de FCC Construcción S.A., a signé un accord pour le projet de travaux sur le corridor du programme d'expansion du réseau GO, à la suite d'un processus d'approvisionnement mené par Metrolinx et Infrastructure Ontario. Le projet vise à moderniser la mobilité dans la région métropolitaine du grand Toronto. Le champ d'application d'Alstom au sein du consortium devrait inclure la fourniture de nouvelles locomotives électriques, de systèmes de contrôle des trains, d'un nouveau système d'alimentation de traction et l'électrification du réseau via un système de caténaire, ainsi que l'intégration de son champ d'application. Alstom mettra à niveau le matériel roulant existant de GO Transit, les systèmes de signalisation, les systèmes de télécommunications et autres équipements numériques, et assurera la maintenance des nouvelles locomotives et du système de signalisation pendant une période de 25 ans.

**OVHCloud** a ouvert un nouveau centre de données à Cambridge (à l'Ouest de Toronto) en 2024, dans une logique « multi-locale » qui vise à se rapprocher de ses clients canadiens en Ontario, soutenu par un investissement à long terme de 145 M CAD. Il s'agit du second centre de données au Canada, après celui à proximité de Montréal (Beauharnois), premier centre hors de France, en service depuis 2013.

**Stellantis** et le fabricant sud-coréen de batteries LG Energy Solution ont annoncé en mars 2022 leur intention d'investir près de 5 Md CAD dans une coentreprise pour construire une giga-usine de batteries pour véhicules électriques à Windsor dans l'Ontario. Le projet d'usine a été finalisé en juillet 2023, après que le gouvernement fédéral et la province de l'Ontario ont accepté d'accorder 15 Md CAD (11 Md€) en crédit d'impôt pour subventionner la construction et la production de l'usine. L'Ontario a annoncé prendre en charge un tiers de ce soutien financier. Il s'agit de l'un des investissements les plus importants dans le secteur automobile canadien. L'usine de Stellantis devrait créer 2 500 emplois dans un segment clé de la chaîne d'approvisionnement automobile, la batterie, qui devrait supplanter le moteur à combustion interne en tant que composant le plus précieux d'un véhicule au cours des deux prochaines décennies. L'usine vise une capacité de production annuelle de plus de 45 GW. La réalisation de ce projet dépend toutefois de la résolution du conflit commercial avec les États-Unis.

**Sanofi** avait annoncé en mars 2021 l'ouverture dans les prochaines années d'un nouveau site de production situé à Toronto. Cette nouvelle usine représente un investissement total de 950 M CAD (650 M€), dont la moitié grâce au financement des autorités publiques : 340 M CAD du gouvernement fédéral, 80 M CAD de la province de l'Ontario et 70 M CAD de la ville de Toronto. Ce site de production a été inauguré en mai 2024, en présence du Ministre français du Commerce de l'époque, et produit des vaccins contre la grippe. Chaque année, le campus

de Sanofi à Toronto produit des vaccins qui protègent plus de sept millions de Canadiens contre les maladies infectieuses et exporte des vaccins dans plus de 60 pays. En juin 2022, Sanofi a par ailleurs annoncé l’ouverture à Toronto de son centre d’innovation mondial pour la recherche en intelligence artificielle. Le projet vise à exploiter les données mondiales de Sanofi afin de transformer la pratique de la médecine et l’accès aux médicaments pour les patients. En s’installant dans cette région du Canada au riche écosystème high-tech, Sanofi cherche aussi à créer des synergies avec les pôles universitaires et de recherche locaux

**Neoen** a remporté un appel d’offre d’IESO (LT1) pour un projet de batterie de 400 MW (projet Tara BESS). L’entreprise se heurte toutefois à des difficultés pour obtenir le permis auprès de la Grey Sauble Conservation Authority (GSCA) - sous tutelle du Ministère de l’Environnement, de la Conservation et des Parcs (MECP), dont découlent les autres permis délivrés par la Municipalité d’Arran-Elderslie et le Comté. Par ailleurs, la Nation Saugeen Ojibways (SON) a récemment soulevé auprès de l’Ontario qu’un accord signé en 2010 avec la Province exigerait, selon elle, qu’une consultation préalable à l’attribution de projets énergétiques soit menée auprès des Premières Nations par la province. Ce point, non mentionné dans l’appel d’offres initial, fait désormais peser un risque de blocage du projet qui n’a pas rempli cette exigence.

## Principales entreprises françaises implantées en Ontario



**Aéronautique – Défense** : Airbus, Safran, Thalès, Dassault Systèmes, Naval Group



**Banque – Assurance** : BNP Paribas, Société Générale, Crédit agricole, Allianz, SCOR, CM Equity, Natixis



**Construction** : Freyssinet (groupe Vinci), Lafarge, Colas (dont Miller McAsphalt), Eiffage, Indigo Infra S.A., Menard SNC



**Energie** : Areva, EDF, Veolia, TotalEnergies, Engie, Schneider Electric, Egis



**Agro-alimentaire** : Corby (Pernod Ricard), Groupe Bonduelle, Yoplait, Royal Canin, Danone, Lactalis, Sodexo, Ladurée, Columbus Café



**Industrie pharmaceutique** : Sanofi, Servier, Novocol - Septodont, Vitalaire



**T.I.C.** : Ubisoft, Axway, Ingenico, Atos, Capgemini, OVHcloud



**Transports** : Forvia, CMA CGM, Transdev, Alstom, Thalès



**Industrie manufacturière** : Tractel, Nexans, Arkema, Air Liquide, Saint-Gobain (CertainTeed), Essilor, Massily, Arcelor, Atotech, Michelin



**Mode et cosmétique** : Chanel, Louis Vuitton, Christian Dior (costumes et parfums), Cartier

## Principales entreprises ontariennes implantées en France



**Banque – Assurance :** Royal Bank of Canada



**Construction :** Golder Associates, Stantec, AECOM, Trojan technologies



**Energie :** Just Energy, Bruce Power, Hydro One, Vermilion Ressources, Solarwall



**Agro-alimentaire :** McCain, Cott Corporation, Gay Lea Foods



**Industrie pharmaceutique :** Nordion, Interface Biologics **T.I.C. :** Blackberry, OpenText, Cognos, Telesat Canada, Astra Technologies, Corel



**Transports :** Magna International, Martinrea International, Linamar